

Le Courriel d'information

n°251 – Vendredi 06 Juillet 2001.

MOBILISATIONS

Dans ce numéro

Genova - Du 19 au 21 juillet, à Gênes, face au G-7, mobilisation générale !

Les 20 et 21 juillet le G-7, le sommet qui réunit les sept plus grandes puissances économiques du monde – Etats-Unis, Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie et Canada, auxquels la Russie se rajoute pour la partie politique des discussions -, se réunit à Gênes, sur la côte italienne.

Face à ce sommet se prépare ce qui sera à coup sur la plus importante mobilisation jamais organisée contre la "mondialisation libérale". En Italie, où Silvio Berlusconi, une des plus grandes fortunes du monde, vient juste de former son gouvernement et d'annoncer une série de mesures ultra libérale qui favoriseront le développement du travail précaire, les organisations du "forum social de Gênes" attendent plus de 100 000 manifestants. Dans les autres pays européens la mobilisation se développe et ce sont plus de 10 000 manifestants qui sont d'ores et déjà annoncés.

L'annulation de la dette et le refus de la mondialisation libérale

Les raisons de manifester contre ce sommet des riches sont nombreuses. Les chefs d'états et de gouvernements qui seront à Gênes sont en effet les premiers responsables de la mise en œuvre des mesures libérales qui sont maintenant désignées sous le terme générique de "mondialisation libérale" : ouverture des marchés aux biens et au service, y compris aux services publics ainsi fragilisés ; flexibilisation du marché du travail, avec l'accroissement rapide de la précarité et des inégalités sociales ; encouragement divers aux multinationales,



même quand celles-ci saccagent l'environnement et s'accaparent les ressources du tiers-monde, etc.

Une campagne sera cependant particulièrement visible, car elle se focalise sur le G-7 depuis plus de trois ans : celle des coalisations qui exigent l'annulation de la dette des pays du tiers-monde, une dette déjà payée plusieurs fois par ces pays et qui plombe l'économie de pays qui sont souvent les plus pauvres du monde.

Un contre sommet et plusieurs manifestations

A Gênes, les activités seront nombreuses.

Il y a d'abord un contre sommet qui, du 15 au 22 juillet sera l'occasion de discuter des conséquences de la mondialisation libérale dans de nombreux pays et d'échanger sur les réalités militantes et les campagnes qui se développent dans le monde entier.

Le 19 se sera la première des manifestations, qui saluera, à sa manière, l'ouverture du G-7 tout en mettant l'accent sur les droits des étrangers (réfugiés, travailleurs immigrés, etc.). Le 20, en fin de journée, ce sera l'encerclement pacifique du G-7, et le samedi 21 à 13 heures la grande manifestation qui sera le moment fort de la mobilisation.

ATTAC avec de nombreuses associations, ONG et syndicats

Les organisations présentes à Gênes seront très nombreuses. En France, un collectif unitaire s'est mis sur pieds qui regroupe, en plus d'ATTAC, plusieurs syndicats (FSU et Union syndicale "Solidaire"), le réseau des marches européennes contre le chômage, avec des associations comme AC! ou l'APEIS, et de nombreuses associations et mouvements de jeunes.

Sur place ATTAC-France défilera avec ATTAC-Italie qui vient tout juste de se créer et l'ensemble des ATTAC qui existent en Europe. Ce cortège côtoiera ceux des coalisations pour l'annulation de la dette des pays du sud, ceux des nombreuses délégations européennes et mondiales et surtout les nombreuses forces associatives, politiques et syndicales italienne qui seront présentes.

Vous retrouverez de nombreuses informations, plans de la ville etc sur http://attac.org/genes2001/

Genova - Dette illégitime ou criminalité financière contre développement humain

Par Arnaud Zacharie

L'histoire politico-financière des trente dernières années rend compte d'une corrélation préoccupante entre criminalité financière, endettement et pauvreté. Aux quatre coins du monde, différents acteurs ont mis en place un système bien huilé de décapitalisation aboutissant à la faillite des Etats et, par conséquent, de toute politique publique garantissant le bien être des populations. Face à ce constat guère réjouissant, la question reste posée : le 21e siècle verra-t-il enfin la justice primer sur l'institutionnalisation de l'accumulation de profits frauduleux ?

Un cas d'école : l'Argentine

L'Argentine est connu pour être un des élèves privilégiés du FMI (Fonds monétaire international). Le pays a depuis les années 80 appliqué rigoureusement les lettres d'intentions des experts de Washington. L'objectif des programmes sont désormais bien connu : désendetter le pays et l'ajuster structurellement au marché mondial, afin de rompre définitivement avec les politiques "dirigistes" du passé, responsables de la crise de la dette du début des années 80.

Suivant la théorie néolibérale, on a ainsi "dégraissé" la puissance publique, vendu les entreprises aux capitaux étrangers, ouvert les frontières économiques aux capitaux internationaux et aux multinationales. Aujourd'hui, alors que 90% des banques et 40% de l'industrie sont aux mains de capitaux internationaux, le pays est en grave récession depuis juillet 1998, sa dette extérieure est passée de 43 à 133 milliards de dollars entre 1983 et 2000, la santé et l'éducation sont en lambeaux et le salaire moyen vaut la moitié de ce qu'il valait en 1974. L'échec est dramatique, autant économiquement que socialement. La raison est, bien que peu souvent invoquée, évidente : le FMI et les gouvernements argentins n'ont pas répondu aux véritables problèmes et ont au contraire appliqué des mesures les aggravant.

Des preuves existent désormais, fruit d'une enquête judiciaire de 18 ans faisant suite à une procédure déposée par un journaliste, Alejandro Olmos, dès 1982 : la crise de la dette argentine a pour origine un mécanisme de dilapidation et



de détournements de fonds mettant en scène le gouvernement argentin, le FMI, les banques privées du Nord et la Federal Reserve américaine. C'est pourquoi la Cour Fédérale argentine a déclaré "illégitime" la dette contractée par le régime Videla, car contraire à la législation et à la Constitution du pays. Le Tribunal recommande au Congrès d'utiliser cette sentence pour négocier l'annulation de cette dette odieuse.

Un mécanisme bien huilé de décapitalisation

En 1976, la junte militaire de Videla prend le pouvoir et instaure une dictature qui durera jusqu'en 1983. Durant cette période, la dette extérieure argentine est multipliée par cinq (passant de 8 à 43 milliards de dollars), alors que la part des salaires dans le PNB (produit national brut) passe de 43 à 22%. La dictature mènera à la crise de la dette et à l'entrée officielle du FMI aux commandes financières du pays, avec les résultats que l'on connaît.

La sentence du Tribunal argentin, lourde de 195 pages, retrace l'histoire de cet endettement originel. Divers types d'acteurs sont mis en présence : côté argentin, on trouve dans les rôles principaux le président Videla, le ministre de l'économie "offert" par le Conseil des chefs d'entreprise, Martinez de la Hoz, et le directeur de la banque centrale, Domingo Cavallo.

On trouve ensuite le FMI, qui octroie un important prêt à l'Argentine dès 1976, apportant par là la garantie aux banques occidentales que le pays est un endroit privilégié pour recycler leurs surplus de pétrodollars. Mais le rôle du FMI ne s'arrête pas là, puisqu'on retrouve tout au long de la dictature Dante Simone, cadre du FMI au service du régime. Le FMI se justifie en affirmant qu'il avait octroyé un congé à M. Simone et que celui-ci s'était mis à la disposition de la banque centrale du pays (p. 127 de la sentence). Cette dernière payait ainsi les frais de séjour et de logement de l'expert. Reste à savoir qui payait le salaire et si le congé était payé par le FMI...

Quoi qu'il en soit, Dante Simone a rédigé un rapport adressé à Domingo Cavallo de la banque centrale argentine (on a retrouvé un double au FMI), rapport assurant que d'importantes marges existaient en matière d'endettement avant qu'un danger économique majeur ne survienne (p. 31 de la sentence). Et le rôle de M. Simone a clairement été de rechercher d'importants et discrets financements externes...

Ces financements externes n'étaient de toute façon guère difficile à trouver, tant les banques occidentales, regorgeant de pétrodollars impossibles à placer suite à la crise dans les pays riches du Nord, étaient avides de débouchés nouveaux. L'enquête montre ainsi que la banque centrale argentine a pu réaliser des placements discrétionnaires auprès des banques américaines, ceci sans passer par l'accord du ministre de l'économie, mais en s'appuyant sur le généreux intermédiaire de la Federale Reserve américaine !

L'entente entre ces différents protagonistes sera telle que des prêts bancaires octroyés à l'Argentine ne prendront jamais la direction du pays, mais seront directement détournés par les banques dans des paradis fiscaux au nom de sociétés-écrans. La dette n'a ainsi pas profité aux populations locales, mais bien au régime dictatorial et aux banques du Nord, apportant au passage un important soutien d'ingénierie financière.

Le reste des fonds furent dilapidés dans de généreuses subventions aux grands groupes privés amis du ministre Martinez de la Hoz.

Malgré ce jugement, le pouvoir législatif ne bouge pas. Il continue dans la libéralisation du pays pourtant poussée à son extrême durant les années 90 par les gouvernements successifs de Carlos Menem... aujourd'hui mis en détention, en compagnie de quatre de ses anciens ministres, pour trafic d'armes international durant la première partie de son mandat (entre 1991 et 1995) !

Au lieu d'utiliser la sentence pour répudier la dette illégitime qui maintient son peuple et son économie dans une situation insoutenable, le président De la Rua a rappelé d'urgence à la tête du ministère de l'économie Domingo Cavallo, celui-là même qui dirigea la banque centrale du pays sous Videla, puis qui fut le "super-ministre" de l'économie de Carlos Menem au cours des années 90, avant de se faire balayer lors des élections présidentielles de 1998... face à De la Rua !

Une culture bien ancrée

Si une telle sentence a le don de démontrer le caractère illégitime de la dette argentine, le fait que l'enquête ait duré 18 ans implique que les responsables resteront dans l'impunité, protégés par la prescription des faits. L'imprescriptibilité des crimes économiques est à cette aune un



objectif juridique majeur du siècle naissant. Mais il n'est pas le seul.

Le mécanisme mis en lumière en Argentine n'est malheureusement pas une exception. Les Mobutu au Zaïre, Suharto en Indonésie, Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, Moussa Traoré au Mali, Marcos aux Philippines et autres Pinochet au Chili sont des exemples bien connus de chefs d'Etat à la tête d'un empire financier construit à l'aide des banques par le biais des paradis fiscaux. Tous ces pays supportent aujourd'hui une dette insoutenable et sont aux mains néolibérales du FMI depuis près de deux décennies. Quant aux populations, elles n'ont en majorité même plus la volonté d'espérer, tant une culture déjà bien ancrée a été renforcée par l'ouverture totale des frontières économiques et l'abolition des contrôles.

Un des pays les plus efficaces en la matière est la Russie, passé en une décennie de l'espoir d'émancipation démocratique au pillage institutionnalisé.

Les dessous de la Russie néolibérale

Lorsque l'Union soviétique s'est définitivement effondrée, les populations locales entretenaient un formidable espoir de libération et d'émancipation démocratique. Dix ans plus tard, elles sont passées brusquement du rationnement bureaucratique à une chute dramatique de leur niveau de vie. Une nouvelle fois, une série d'acteurs influents se sont unis pour piller sans relâche un Etat désintégré.

L'ex-vice-président de la Banque mondiale, Joseph Stiglitz, résume cette transition comme suit à propos des réformes appliquées en Russie : "Suite à la chute du Mur de Berlin, deux écoles de pensée ont émergé à propos de la transition de la Russie vers l'économie de marché. (...) L'une d'elles soulignait l'importance des infrastructures institutionnelles dans une économie de marché (...) et prônait une transition plus graduelle vers l'économie de marché. (...) La seconde école se composait de macro-économistes dont la foi dans le marché était totale. Ces économistes n'avaient aucune connaissance de l'histoire ou des détails de l'économie russe et ils ne croyaient pas en avoir besoin. La grande force, et la faiblesse ultime, des doctrines économiques auxquelles ils se reliaient réside dans le fait qu'elles étaient - ou étaient supposées être - universelles. (...) Et la vérité universelle est qu'une thérapie de choc fonctionne pour tous les pays en transition vers l'économie de marché : plus le médicament est fort (et plus douloureuse est la réaction), plus rapide est le changement. Telle est leur argumentation. (...) Ceux qui s'opposaient à ce cours ne furent pas consultés longtemps. (...) La Russie avait, en décembre 1993, expérimenté le 'trop de chocs et trop peu de thérapies'. Et tous ces chocs n'avaient pas du tout mené la Russie vers une véritable économie de marché. La privatisation rapide imposée à Moscou par le FMI et le Trésor US avait permis à un petit groupe d'oligarques d'obtenir le contrôle des actifs du pays. (...) Lorsque le gouvernement a commencé à manquer d'argent pour payer les pensions, les oligarques ont détourné les précieuses ressources nationales vers des comptes bancaires suisses ou chypriotes. Les Etats-Unis étaient impliqués dans ces affreux mécanismes. A la mi-1998, lorsque Larry Summers remplaça Robert Rubin au poste de secrétaire US aux Finances, il apparut aux côté de Anatoly Tchoubaïs, l'architecte en chef des privatisations russes. En agissant ainsi, les Etats-Unis semblaient s'allier aux forces responsables de l'appauvrissement en Russie. (...) Le Trésor US et le FMI continuaient d'insister sur le fait que le problème ne provenait pas de trop de thérapies, mais de trop peu de chocs. Mais au cours des années 90, l'économie russe continua à imploser. Alors que seuls 2% de la population vivait dans la pauvreté à la fin de la période soviétique, les 'réformes' virent le taux de pauvreté grimper jusqu'à 50%, avec plus de la moitié des enfants russes vivant sous le seuil de pauvreté. (...) Aujourd'hui, la Russie est rongée par d'énormes inégalités et la plupart des Russes ont perdu confiance dans l'économie de marché."

Les détournements de fonds opérés par les oligarques russes depuis 1993 sont estimés à quelque 130 milliards de dollars ! Dans le même temps, la dette extérieure du pays est passée de 60 à 155 milliards de dollars entre 1990 et 1999, tandis que le PIB du pays ne vaut plus en 1999 que 59% de celui de 1989. Alors que la population a été propulsée dans la misère, une poignée d'oligarques ont accumulé une fortune nette de tout impôt avec la complicité du gouvernement Eltsine, des banques russes et occidentales et des paradis fiscaux.

Un des exemples les plus illustratifs est celui de la Menatep, au cœur du scandale du Kremlingate ayant explosé en août 1999. Cette banque russe, aujourd'hui en liquidation, aurait détourné vers des paradis fiscaux quelque 10 milliards de dollars, dont une partie provenant des prêts du FMI, avec la collaboration de la Bank of New York.



Dès 1997, la Menatep ouvre un compte en Cedel (aujourd'hui rebaptisée Clearstream), la chambre de compensation internationale offrant la possibilité d'ouvrir des comptes non-publiés (lire "Révélation$", Denis Robert et Ernest Backes, 2000, Les Arènes). Du côté de la Bank of New York, on trouve la vice-présidente, chargée des relations avec la Russie, et son mari, ex-vice président de la Menatep et représentant de la Russie auprès du FMI entre 1992 et 1995. Les acteurs sont en jeu, avec en arrière-plan la complicité de l'administration Eltsine, et la décapitalisation peut s'opérer.

Le 31 décembre, Boris Eltsine démissionne au profit de Vladimir Poutine, élu trois mois plus tard président… après avoir fait inculper pour abus de pouvoir le procureur Skouratov… qui enquêtait sur les détournements de fonds liés au clan Eltsine !

Des diagnostics convergents

La globalisation de marchés financiers libéralisés et la prolifération des paradis fiscaux ont facilité le mécanisme de décapitalisation des Etats du monde entier. Des milliers de milliards de dollars sont ainsi détournés et blanchis en toute impunité, le tout aux dépens des citoyennes et des citoyens du monde devant subir les foudres de l'austérité budgétaire. Combattre un tel état de fait n'est pas chose aisée, ceci pour différentes raisons :

La complicité des banques : les opérations de détournement font appel à une ingénieurie financière élaborée que seules les banques possèdent : sociétés écrans, sociétés off shore, changement d'identité monétaire et juridique, diversification des "placements" dans des produits financiers complexes, etc. Aussi, lorsque les élites corrompues bâtissent un empire financier frauduleux, elles ne peuvent le faire que grâce à l'appui logistique de banques largement rémunérée pour ce faire;

La rapidité d'exécution des enquêtes : la durée d'un séquestre étant publique et limitée à quelques mois, la justice est contrainte d'opérer dans l'urgence, ce qui permet aux criminels en col blanc de réagir lorsqu'ils sont suffisamment organisés. C'était notamment le cas du malien Moussa Traoré qui, au début des années 90, a pu alerter un complice ambassadeur à Genève qui, muni d'une procuration, a contacté la banque cantonale vaudoise. Celle-ci s'est alors empressée de transférer les fonds vers d'autres lieux sûrs (lire "Afrique : abolir la dette pour libérer le développement", sous la direction d'Arnaud Zacharie et Eric Toussaint, 2001, p. 235);

L'impuissance de la justice : alors qu'il suffit de quelques jours pour détourner des fonds par le biais de paradis fiscaux, il faut en moyenne deux ans et demi à un juge pour retracer une opération. Face à une telle équation, il semble difficile pour la justice de répondre efficacement à ce mécanisme mondialisé de décapitalisation;

L'opacité des informations : alors qu'un banquier peut facilement identifier qui est titulaire d'un compte, avec quelle société écran, quel montage financier, etc., il a pour habitude de se taire lorsqu'une enquête est réalisée. La raison en est simple : les opérations de détournement sont fortement rémunératrices pour les banques et une véritable concurrence s'est développée. Aussi, une banque coopérant avec la justice verrait ses clients frauduleux lui tourner le dos au profit de banques plus "compréhensives";

La complexité des procédures : le fait qu'une procédure est traditionnellement longue et complexe (1e instance, 2e instance, etc.) permet souvent aux criminels financiers d'être protégés par la prescription des faits.

Pistes pour une justice financière internationale

L'établissement d'une justice financière internationale est devenue une nécessité pour l'existence des Etats. Elle implique des avancées juridico-économiques aux niveaux national et international. Quelques pistes sont à exploiter, même si dans le panorama politique actuel, elles peuvent sembler aléatoires :

La dette odieuse et illégitime : on l'a vu dans le cas de l'Argentine, des enquêtes nationales peuvent être réalisées pour déterminer l'illégitimité de la dette extérieure du pays. Selon le droit international, une dette est illégitime lorsqu'elle a été contractée par un régime non-démocratique, sans profiter aux populations locales et avec la collaboration des créanciers. Bien que l'impact de telles enquêtes reste limité pour les raisons évoquées ci-dessus, elles peuvent provoquer une prise de conscience citoyenne poussant les pouvoirs législatifs à réagir enfin;

La Convention de Rome (1998) : lorsque la Convention de Rome aura été ratifiée par suffisamment d'Etats, la Cour pénale internationale disposera d'un parquet et un Etat pourra porter plainte contre un autre. Or, depuis



mars 1991, l'ECOSOC (Conseil économique et social) considère le détournement de bien public comme une violation des droits de l'Homme. Aussi, il sera possible de poursuivre la décapitalisation comme un délit international, même si ces poursuites seront réservées au Etats et qu'elles ne donneront pas droit à des dommages et intérêts civils (juste à la sanction du délit);

La mise sous tutelle internationale des sociétés de clearing : on l'a vu dans le cas de la Menatep, l'utilisation de comptes non-publiés offerts par une chambre de compensation internationale comme Clearstream rend encore plus opaques les éventuelles opérations de détournements. Comme le souligne l'Appel pour une justice financière internationale, lancé le 30 mai 2001 par ATTAC en Belgique : "(...) Si l'explosion des échanges financiers a pu laisser croire au chaos des flux financiers, en réalité, aucune trace de la circulation des capitaux, qu'ils soient licites ou non, ne s'égare. Toutes les opérations sont enregistrées sur micro-fiches ou disques optiques et conservées au sein des chambres de compensation, et dans les archives de Swift.(...) Ainsi, les mouvements de fonds à partir des paradis bancaires et fiscaux peuvent être facilement reconstitués, ce qui offre les outils nécessaires à la lutte contre la criminalité financière et la prolifération des paradis fiscaux. (...) A contrario, abandonnés sans contrôle réel, ou contrôlés par les seules banques, ces organismes supranationaux peuvent être des pourvoyeurs de corruption, de fraudes financières et de blanchiment. C'est pourquoi nous demandons aux institutions politiques nationales et supranationales de placer Swift, Euroclear et Clearstream sous le contrôle démocratique d'une organisation de tutelle";

La taxation des transactions financières internationales : l'établissement d'une taxe de type Tobin, revendication commune à de nombreuses organisations, possède des bienfaits rarement relatés. En effet, une telle taxe impliquerait une transparence et une "traçabilité" des transactions, ce qui faciliterait leur contrôle par les pouvoirs publics et la justice.

Enfin, plus globalement, les droits économiques doivent être défendus de la même façon que les droits civils et politiques, notamment à travers le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966). Ceci implique d'abord d'adopter un Protocole tel que demandé en 1993 par la conférence de Vienne, puis de pouvoir juger les crimes économiques comme des crimes contre l'Humanité - imprescriptibles par nature.

Arnaud Zacharie est chercheur au CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) cadtmcontact@skynet.be

Vous retrouverez de nombreuses informations, plans de la ville etc sur http://attac.org/genes2001/

Göteborg, Salzburg et l'avenir

Débat

Nous avons décidé de continuer à publier les quelques interventions qui nous sont arrivées au sujet de Göteborg depuis les n° 246 et 247. Il ne s'agit pas comme vous le lirez de ressasser les mêmes arguments, mais de progresser pas à pas dans ce débat complexe afin d'arriver à Gênes plus sereins.

1- Comité Attac des Institutions européennes

Après le sommet de Göteborg

Vingt mille personnes ont manifesté à plusieurs reprises et pacifiquement, lors du sommet de l'UE à Göteborg, en Suède, à l'appel d'une large coalition d'organisations suédoises et européennes. Du 14 au 16 juin, mobilisations, débats et colloques se sont succédés. Alors que, une fois encore, les dirigeants européens ont appelé -avec George Bush- à poursuivre la libéralisation des échanges (notamment dans l'agriculture et les services) à l'occasion de la prochaine conférence de l'OMC, l'opposition populaire et citoyenne à la mondialisation libérale comme à une politique de libéralisation économique sans rivage au sein de l'Union s'est à nouveau manifestée avec force.

Les actes de violence destructrice et provocatrice commis dans un quartier du centre-ville n'ont été le fait que d'une toute petite minorité de manifestants --quelques centaines. Ce type de violence ne peut qu'être fermement condamné. Il représente un véritable déni de démocratie à l'encontre de la grande majorité des participants au contre-sommet. Les mobilisations de Göteborg ont été précédées d'une large concertation au sein de coordinations militantes ; une concertation démocratique qui aide à définir des modalités d'action commune tout en permettant à chacune et chacun de trouver sa place dans le respect de la diversité de nos engagements. Une petite minorité ne doit pas imposer ainsi ses propres

méthodes à la majorité des manifestants, en jouant sur l'attention que leur accordent les médias. Les conséquences de telles pratiques ne sauraient être aujourd'hui sous-estimées. Elles donnent de précieux arguments à tous ceux qui veulent passer sous silence les enjeux et l'ampleur de nos mobilisations.

Rien ne justifie cependant l'usage par la police d'armes à feu, de tirs à balles réelles qui ont atteint trois jeunes manifestants. Ce recours aux armes est sans précédent dans les pays de l'Union. Il est extrêmement grave et doit être solennellement condamné. Les autorités suédoises portent une sérieuse responsabilité dans les événements et ce d'autant plus que la police s'est comportée à plus d'une reprise de façon très provocatrice, s'attaquant sans discrimination à des cortèges et harcelant des manifestants.

La responsabilité des gouvernements de l'Union et de la Commission est aussi engagée.

Il est à craindre que le droit à manifester pacifiquement ne soit toujours plus remis en cause par les autorités lors des prochaines échéances comme celles de Gênes (réunion du G8) ou de Doha (conférence de l'OMC). Mais nous ne laisserons pas criminaliser la résistance à la mondialisation libérale.

Le 27 juin 2001
Euro.institutions@attac.org

2- Par Susan George

Je me permets de re-intervenir dans Le Grain de Sable car mon papier sur Göteborg (Courriel 246 – J'étais à Göteborg) a provoqué de nombreuses réactions, favorables et défavorables. J'ai pu répondre à certains individuellement mais ce ne sera pas possible pour tous, aussi permettez-moi de préciser quelques points ici parmi ceux qui ont été souleves.

D'abord, ce débat me parait sain. Le Bureau d'ATTAC France a d'autre part fait un communiqué au sujet de Göteborg dont je suis évidemment solidaire.

Pour ce qui concerne mon point de vue personnel: Comme on m'avait demandé de faire court, je n'ai pas pris toutes les précautions "oratoires" nécessaires et je constate que j'ai eu tort, surtout en traitant un sujet aussi sensible. J'aurais dû, par exemple, parler au préalable de la violence structurelle de la société, surtout dans le Sud mais aussi chez nous ou, notamment, bon nombre de jeunes [comme de moins jeunes] connaissent le poids. Comme depuis des décénnies j'ai consacré de nombreux livres et d'innombrables articles, interviews et conférences à ce sujet je ne croyais pas devoir me répéter, mais je reconnais avoir eu tort.

D'autre part, je ne défends en aucune manière les actions de la police à Göteborg, surtout d'avoir tiré avec des balles réelles. Ceci n'était pas évident non plus pour certains lecteurs qui m'ont répondu et je leur dois de ce fait des excuses. Je demande simplement que l'on se donne les uns les autres le bénéfice du doute, que l'on débatte sereinement si possible sans procès d'intention car nous avons tous les mêmes objectifs. Il s'agit de dégager les meilleures stratégies et les moyens les plus efficaces pour les atteindre ensemble. [Le témoignage de Paule Maze, ATTAC-Nice qui était à Göteborg était instructif aussi. Le policier qui a tiré n'était parait-il pas menacé lui-même mais essayait de sauver un camarade à terre sur lequel s'acharnaient trois manifestants--cela n'excuse toujours pas les balles réelles, mais change l'image qu'ont pu avoir certains d'un policier qui tire sans raison].

Enfin je ne suis pas "pacifiste" ou gandhienne, je pense que la violence peut être justifiée, tout dépend des circonstances et du contexte politique. On peut parfaitement manifester en utilisant une confrontation physique comme le comprennent les Tute Bianche ["mon corps est une arme"] même si je préfère les tactiques dans lesquelles tous peuvent participer et qui ne risquent pas de déclencher la violence policière. Tout est question de dosage. J'étais au Conseil international de Greenpeace pendant 6 ans et leur style de confrontation non-violente et imaginative [pour lequel les praticiens recevaient un entraînement spécial] me parait un très bon modèle.

Dans mon papier "Göteborg" j'ai essayé de faire une analyse « politique » concernant l'avenir du mouvement dans lequel nous sommes engagés. Ce mouvement a la prétention de changer profondément le monde tout en évitant les pièges que le pouvoir actuel--le pouvoir capitaliste proprement dit et les états et organisations internationales qui le servent--va forcément nous tendre et nous tend déjà. Plus nous réussirons à démasquer ce pouvoir, plus il cherchera à nous diviser, nous neutraliser, nous détruire, c'est normal. Il n'est pas bête et il a de vastes moyens à sa disposition, pas seulement les forces de l'ordre qui sont des subalternes. D'autres mouvements prometteurs



ont été anéantis dans le passé et il s'agit d'éviter que cela nous arrive à nous aussi. Goethe disait: "La seule chose que l'histoire nous apprend c'est que personne n'apprend jamais rien de l'histoire": essayons de lui donner tort. Je propose une autre citation, du grand stratège chinois Sun Tzu [2000 et quelques années avant J.C]: "Ne fais pas ce que tu as le plus envie de faire; fais ce que ton adversaire a le moins envie que tu fasses".

Ma contribution fondée sur ce que l'adversaire, à mon sens, aimerait le moins que nous fassions. Je peux me tromper dans mon analyse comme dans mes conclusions, mais la question posée me semble capitale. De quels comportements nos adversaires profitent-ils; quelles erreurs stratégiques de notre part les réjouissent et les renforcent? C'est là-dessus que devrait à mon sens porter le débat.

J'ai plaidé pour un mouvement large et trans-générationnel; cela ne veut nullement dire que je "méprise les jeunes" comme l'a compris au moins un de mes correspondants a qui je présente des excuses aussi. Au contraire, je n'arrête pas de dire combien il est important, formidable que les jeunes reviennent depuis quelques temps à la politique et se placent d'emblée sur le terrain de la solidarité internationale. Il est évident que l'immense majorité de ces jeunes ne sont pas violents, tout comme l'immense majorité des autres participants au mouvement. Je continue toutefois à croire que les agissements de quelques uns peuvent dissuader d'autres de participer à nos manifestations et événements et que ces comportements sont de ce fait anti-démocratiques et nuisibles.

Dans un mouvement qui grandit et s'internationalise à la vitesse grand V, il va nous falloir, qui et où que nous soyons, faire un grand effort pour comprendre les spécificités culturelles et ne pas tout juger à partir de la situation et les habitudes de notre pays. Prenons justement l'exemple de la Suède: Les pays nordiques sont des sociétés de consensus, tout est discuté à l'avance. C'est ce que ATTAC-Suède faisait avec les autorités depuis des mois. La Suède n'a jamais connu, du moins depuis 1934, une manifestation comme celle de Göteborg. La police ne possède pas les équipements "anti-émeutes classiques"--ce qui une fois de plus n'excuse nullement les méthodes qu'elle a employées [et n'aurait pas non plus excusé l'usage de gaz, de canons a eau ou de balles en caoutchouc, mais le fait est qu'elle n'en avait pas]. Très vite après les événements, des affiches sont apparues sur la grande avenue dévastée libellées: ATTAC EST PASSE PAR LA. Deux amis suédois m'ont écrit depuis pour dire que la droite suédoise s'en donne actuellement a coeur joie. C'est indéniablement un coup porté contre nos camarades en Suède et ils en sont assez traumatisés. J'ai quelques raisons de croire que les fascistes du cru [et peut-être d'ailleurs] ne sont pas étrangers à ce qui s'est passé--en tous cas la droite et l'extrême droite ont très vite profité de l'aubaine.

C'est pareil au Danemark où j'étais la semaine dernière, où la presse a été, d'après les camarades, "sans merci", barrage continu sur Göteborg, ils ont l'impression d'avoir perdu six mois de travail. Les jeunes danois qui ont manifesté et ont participé à la casse sont me dit-on dans une attitude aujourd'hui de "repentance". [Mais pas les suédois qui disent que leur violence est le reflet de la violence de la société, point a la ligne].

Les idées que nous avons essayées de transmettre à Göteborg n'ont pas du tout été entendues. Qui sait, en Suède ou ailleurs, qu'Attac avait organisé une grande première, un débat [à tour de rôle et en studio pour les "officiels"] avec Joschka Fischer, Romano Prodi, Javier Solana et les premiers ministres de Suède et du Portugal avec huit représentants du mouvement social, dont moi-même. Cela a duré presque une heure et demie, sur grand écran en plein air; des critiques, des arguments et des propositions ont été avancés--personne ne le sait à part les quelques centaines qui étaient physiquement présents.

Contrastons ce silence médiatique sur les idées [car ils avaient autre chose à se mettre sous la dent] avec les résultats de la contre-conférence organisée ce week-end à Barcelone par une vaste coalition d'organisations où les Attac-Catalunya/Espagne ont joué un grand rôle. [La Banque mondiale devait tenir sa conférence annuelle sur le "Development Economics" à Barcelone mais y avait renoncé de crainte des protestations, ce qui est déjà une victoire]. La contre-conférence a réuni des milliers de personnes à la fois dans des manifestations politiques en plein air, des ateliers et conférences à l'université et une manifestation de rue le dimanche après-midi [à laquelle je n'ai pas pu assister]. La police a bien sûr essayé quelques provocations surtout contre les étrangers, l'état ne voulait pas de la marche du dimanche, mais les camarades ont obtenu in extremis une décision de justice l'autorisant. Ils



étaient tous d'accord pour une démarche de confrontation non-violente. Il y avait bien sur des provocations policières, même des flics habillés en "Black Bloc" mais la provocation était tellement grossière, et si peu suivie de résultats, que TOUS les journaux, radios et TV espagnols, catalans et beaucoup d'étrangers ont fait samedi et dimanche d'amples comptes-rendus, des interviews de participants, des éditos, des débats mettant en lumière les revendications, les idées et les propositions du mouvement. C'est une réussite politique remarquable. [Toutes mes interviewers ont d'ailleurs commence par des questions sur les violences de Göteborg...].

Bon, je ne veux pas m'éterniser; le sujet n'est nullement épuisé, il faut continuer à en débattre entre nous et avec d'autres. Ce qui me hante, c'est la possibilité que ce magnifique mouvement puisse être endommagé. Il y aura de nouvelles provocations. Il y aura des tentatives de criminaliser et de diviser. Il ne faut pas s'y prêter soit par manque de discernement de quelques uns soit par refus de la démocratie et des décisions prises par ceux qui représentent 95% des participants. Je ne veux pas non plus que nous ayons des martyres comme ce jeune à Göteborg qui est maintenant heureusement hors de danger. A mesure que grandit notre succès grandira chez nos adversaires la peur et la détermination d'en finir avec nous. Pour vaincre ces adversaires-là, il faut choisir son terrain et ses stratégies, il faut être imprévisible et éviter les pièges, il faut surtout penser avec nos têtes, pas avec de l'adrénaline.

3- Par Abdourahmane Ndiaye.
ATTAC Sénégal

Les articles parus dans le grain de sable N° 246 et suivants sur les violences des manifestants pour une autre Europe n'arrêtent pas de faire des vagues. Si Pour Susan George, la violence est inacceptable, Christophe Aguiton quant à lui en tire la conclusion que les violences sont inévitables sans pour autant les légitimer ?

Pour ma part, je crois qu'il faut d'abord que l'on s'accorde sur la définition de la violence. Qui violente qui ? Et de quelle manière ? L'article de Jean Marie Harribey paru dans le grain de sable N° 248 est éloquent pour replacer le contexte abstrait dans lequel les économistes, architectes de la mondialisation néo-libérale, nous mènent. Les violences sont inévitables nous le savons et devons être préparés pour affronter et animer de tels débats. Lorsque des milliers de personnes se rencontrent dans la contestation, il n'est pas toujours évident de limiter les dégâts. Si jusqu'à présent, les manifestations ont revêtu un caractère pacifique, il faut, compte tenu de l'expérience récente (Seattle, Prague, Nice, Davos, Göteborg) considérer que ceci ne durera plus longtemps. D'autant que le Premier ministre belge qui organise le prochain sommet de l'UE se dit préparé à accueillir les « bandits » de la mondialisation.

S'attaquer à des symboles comme José Bové ou alors devenir des casseurs ? La question est d'importance car il est difficile de barrer la route à des dirigeants décidés et mus par des intérêts simplement en proposant des slogans ou des contre slogans. Pour mettre un grain se sable dans les rouages, il faut plus que des déclarations et des contre déclarations ! Les contre manifestations sont sans doute efficaces dans un premier temps mais il faut passer à la vitesse supérieure qui est celle de la proposition positive et constructive de voies alternatives.

Quelles solutions pouvons nous apporter à la dette insoutenable des pays pauvres ? Comment amener les pouvoirs publics américains à respecter les engagements pris à Kyoto ? L'avenir de notre planète est menacé et les premiers responsables refusent de respecter les conventions signées ! Comment éradiquer la pauvreté dans le monde ? Etc. Les questions d'actualité brûlante et d'enjeu planétaire ne manquent pas. Pourquoi s'enfermer sur l'épiphénomène de Göteborg alors que les Rwandais, Zaïrois, Algériens meurent tous les jours ? Je crois qu'il est temps de replacer le débat sur des questions autrement plus intelligentes que celles liées à notre quête d'estime pour l'opinion publique internationale. La cause est juste, il faut la défendre par tous les moyens car ceux qui sont en face n'hésitent pas à utiliser les gros moyens.

4- Témoignage sur les manifestations de Salzburg qui ont lieu le week-end dernier.
Par Carla K.

Salzburg tremblait derrière ses façades baroques, annonçait la presse depuis quelques jours, et avait mobilisé pas moins de quatre mille policiers pour accueillir les opposants au World Economic Forum (organisateur de Davos).

Dimanche 1er Juillet à trois heures la manifestation partit de la place de la gare, mille à deux mille personnes, des antiglobalisation aux défenseurs des animaux en passant par les kurdes. Il s'agissait bien sûr de se rapprocher du



Palais où se déroulait le forum, et dont l'accès n'était guère facilité par les cordons de robocops qui, petite satisfaction personnelle, cuisaient littéralement à l'étouffée dans leurs cuirasses. Beaucoup de manifestants scandaient "Le dimanche libre pour la police!"

Deux des enfants du chef de la police de Salzburg se trouvant parmi les manifestants, on peut deviner que le mot d'ordre n'était pas à la curée. La couverture médiatique était en outre très présente, TV3 de Catalogne, la télé bavaroise, la télé nationale, tout le monde filmait tout le monde.

Après avoir tourné deux heures autour du but, mes compagnons et moi décidâmes d'aller jeter un coup d'oeil au centre, protégé par de nombreux barrages. Comme nous étions déguisés en fils et filles à papa, nous pûmes sans problèmes franchir les barrages, alors que les flics refoulaient après les avoir fouillés tous les citoyens qui ne correspondaient pas à leurs critères de respectabilité.

Jusque dans la forteresse qui domine la petite ville se trouvaient des couples de motards qui rassuraient les autochtones et visiteurs. Sur les rives du fleuve de nombreux policiers en civil guettaient. De retour sur le périmètre de la manifestation un petit groupe était encerclé par les forces de l'ordre fatiguées qui s'appuyaient sur leurs boucliers. Le petit groupe criait: "Laissez nous sortir!" A la radio on parla de cinq blessés chez les policiers et onze arrestations.

Aux infos plus tard seuls apparaissaient les deux moments où il y avait eu un peu de bousculade, une camionnette de police aux vitres cassées et un accrochage au coin d'une rue.

Informations complémentaires par Dominique B. Le maire de la ville est intervenu entre manifestants encerclés (919 d'après le STANDARD) et police. Celle-ci a accompagné nombre d'entre eux à la gare où un train spécial les a renvoyés à Vienne. Bilan, toujours d'après le STANDARD: 4 policiers blessés, un manifestant blessé, 13 arrestations, légers dommages matériels.

5- Le mot de la fin revient à Denis Kessler, n°2 du MEDEF l organisation patronale en France, extrait d un court article paru dans Le Figaro Entreprises (journal français de droite), histoire de vous laissez méditer.

Le sommet des Quinze qui s'est achevé hier à Göteborg a pris une tournure dramatique. Incidents d'une rare violence, forces de l'ordre débordées qui tirent à balles réelles et suscitent une émotion et une réprobation justifiées. Ces évènements et leur origine (l'extrême agressivité des groupes anti-mondialisation) appellent cependant une véritable analyse. Depuis Seattle, les réunions internationales sont systématiquement l'objet de manifestations brutales destinées à en perturber le déroulement. Bien qu'hétéroclites, ces oppositions radicales ont pour dénominateur commun de contester la mondialisation et l'économie de marché au prétexte qu'elles seraient anti-démocratiques. Or ces mouvements qui tournent à l'émeute sont le fait de groupuscules ne représentant qu'eux-mêmes mais remettant en cause la légitimité de gouvernements démocratiquement élus... On note partout l'apparition de "single purpose associations", qui rassemblent des militants d'une cause unique. Elles pullulent en France, chaque cause (le logement, les chômeurs, les sans-papiers ...) donnant lieu à plusieurs "collectifs" dont l'action consiste à retenir l'attention des médias par des "coups". Leur réelle vocation ? Il suffit de lire la raison sociale d'une d'entre elles : Attac! Tout un programme.

Economie et / ou droits humains

Par Irène Keel

Le 5 juin, le Conseil National (Suisse) ratifiait le traité de libre échange entre le Mexique et l'AELE (Association Européenne de Libre Echange), qui comprend l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse. S'agissant du tout premier traité que signe l'AELE avec un état extra-européen, il nous paraît nécessaire d'actionner la sonnette d'alarme.

Contrairement au traité de l'Union Européenne avec le Mexique qui lui a servi de base, l'accord de l'AELE est un pur traité économique. Le débat sur les droits humains, élément central de la discussion, a été rendu extrêmement difficile. A droite, on était d'avis qu'il ne pouvait y avoir de place pour une clause des droits humains dans cet accord, qu'une telle clause serait même inconcevable. Le conseiller fédéral Pascal Couchepin alla jusqu'à développer l'argument selon lequel le Mexique avait bien moins à gagner de l'accord que la Suisse, pour laquelle le traité regorgeait d'avantages. Face à ce type d'argument, la tentative du Bernois Ruedi Baumann (parti des Verts) était vouée à l'échec. Il s'efforça d'interpréter une déclaration d'intention antérieure du ministre mexicain des affaires étrangères Castañedas (en faveur d'une

coopération avec mécanismes de protection multilatéraux) comme l'expression du souhait très vif du Mexique de participer réellement à un programme d'observation des droits humains. Sa motion minoritaire fut refusée de justesse, le PDC se montrant largement oublieux des valeurs chrétiennes dont il se réclame. Or, il est à noter qu'une résolution semblable à la motion de Ruedi Baumann figure dans le préambule du traité entre l'Union Européenne et le Mexique - à ce jour sous une forme non définitive. Elle avait été acceptée à l'unanimité dans le Bundestag allemand, après des négociations qui avaient duré six ans. Le traité entre l'AELE et le Mexique, à titre de comparaison, a été conclu en quatre mois, "de manière surprenante", a-t-on commenté!

François Lachat (PDC, Jura) membre de la Commission de Politique Extérieure (CPE), qui s'était montré très concerné par la question des droits humains avant la conclusion du traité, n'a pas voté, de même que Rosmarie Zapfl, qui avait participé à un voyage de la CPE au Chiapas. La commission avait à l'époque rédigé un rapport qui montrait une situation grave de violation des droits humains dans cet état du sud-est mexicain. Désillusionné, Erwin Jutzet (PS, Fribourg) constata qu'"en fait, nous n'avons rien à dire". Un large débat sur les rapports entre l'économie et les droits humains s'est donc avéré impossible, d'autant plus que, selon des sources bien informées, Pascal Couchepin n'aurait pas tenu la CPE au courant des négociations. Un tel débat aurait bien sûr été nécessaire pour obtenir le peu de concessions politiques possible dans le cadre de la composition actuelle du Parlement. Compte tenu de cette situation, la demande de renvoi en commission de Hans Widmer (PS, Lucerne) lequel exigeait pour le traité une clause mutuelle sur les droits humains, n'a eu aucune chance d'être acceptée.

Cependant, beaucoup d'arguments des partisans du traité sont dénués de tout fondement: le credo néo-libéral ne peut pas cacher la médiocre situation du Mexique sur les plans économique et social depuis l'entrée en vigueur, en 1994, du traité de l'ALENA, conclu entre les USA, le Canada et le Mexique. Les "signaux" d'espoir du nouveau gouvernement de Vicente Fox par rapport au conflit du Chiapas et aux droits humains en général se révèlent déjà une pure offensive de charme mise en scène pour les médias. Jusqu'à présent, en effet, Fox n'a rien fait pour liquider la corruption dans l'appareil judiciaire afin de stopper l'impunité de la violence paramilitaire. Au Chiapas, la militarisation s'accentue: en fonction depuis sept mois, Fox, le renard rusé, a certes ordonné l'évacuation des sept camps militaires qu'exigeaient les zapatistes, mais il a simultanément renforcé la présence de l'armée fédérale. La loi votée fin avril sur les droits et l'autonomie indigènes, dite "Reforma Indígena", n'est désormais qu'une caricature des accords de San Andrès, signés en 1996 par le gouvernement et l'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale). Les organisations indigènes la refusent. L'EZLN n'a pas repris les pourparlers de paix. Concernant les violations des droits humains sous Fox, le rapporteur spécial de l'ONU, Cumaraswamy, a dit à son retour du Mexique le 22 mai: "J'ai récolté tant de témoignages sur les violations des droits humains, que je pourrais en remplir tout un avion."

Et pourtant, pour la Suisse, comme l'a dit Marc F. Suter (PRD, Berne), le traité avec le Mexique est réellement porteur d'avenir: jamais auparavant un traité de l'AELE ne s'était étendu aux services (financiers), à l'agriculture et à la propriété intellectuelle. Le fait que ce dernier domaine soit inclus entraînera au Chiapas des conséquences particulièrement graves, en raison de la grande diversité biologique. Le ticket gratuit pour pressurer sans scrupules les pays du Sud est à portée de main! On parle déjà du Chili, et l'Afrique du Sud, Singapour et le Vietnam pourraient suivre. Le traité a ouvert à la Suisse l'accès aux marchés du Sud, en attribuant au Mexique un rôle-pilote.

Publié dans: Vorwärts. édition 2 4 du 15 juin 2001 Traduction et adaptation: collectif Viva Zapata!

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/> (sélectionner le pays pour trouver les rendez-vous)

Vendredi 6 : FR : LAVAL

Samedi 7 : FR : PARIS 11 - GUADELOUPE



Dimanche 8 : FR : PARIS 11

Lundi 9 : FR : CLISSON

Mardi 10 : FR : ANTIBES – AIX EN PROVENCE – GAP – EMBRUN – FOIX – CHALONS EN CHAMPAGNE